

Timber Sycamore : En Syrie, le plus grand fiasco de la CIA ?



Article rédigé par *Liberté politique*, le 14 septembre 2017

[Source : <http://www.france-irak-actualite.com>]

Alors qu'il n'est plus tabou de critiquer le rôle trouble des puissances moyen-orientales dans le renforcement des réseaux djihadistes au Moyen-Orient, la coresponsabilité de leurs partenaires de l'OTAN ne peut et ne doit plus être éludée.

Récemment, le *Washington Post* a annoncé la fin du soutien de la CIA en faveur des rebelles « *modérés* », confirmant qu'en 2015, ceux-ci menaçaient de renverser Bachar el-Assad mais que cette issue chaotique fut empêchée par l'intervention militaire directe de la Russie cette même année. Chaotique, car le chroniqueur du *Post*, David Ignatus, vient de souligner dans ce même journal que Washington et ses alliés ne pouvaient proposer d'alternative politique viable, démocrate et modérée face au gouvernement syrien.

D'après le spécialiste de la Syrie Charles Lister, qui regrette ouvertement la fin de cette guerre secrète coordonnée par la CIA, l'Agence aurait constitué une force de 45 000 combattants à travers cette opération, dont nous savons depuis janvier 2016 qu'elle a pour nom de code « *Timber Sycamore* ».

Or, comme le rappelle l'universitaire américain Joshua Landis, ces rebelles « *modérés* » appuyés par la CIA et ses partenaires ont combattu jusqu'en janvier 2014 aux côtés de la milice terroriste qui allait devenir l'« *État islamique* » (EI) six mois plus tard, lors de la proclamation du « *califat* » par Abou Bakr al-Baghdadi. Cet argument est confirmé par l'expert de la Syrie Fabrice Balanche, qui a souligné à l'auteur de ces lignes que « *les rebelles n'ont combattu Daech qu'à partir de l'hiver 2013-2014. Avant cette période, ils étaient main dans la main avec cette organisation.* »

Depuis qu'ils ont rompu avec l'EI, ces groupes soutenus par la CIA et ses alliés se sont majoritairement coordonnés avec la branche d'al-Qaïda en Syrie, qui s'est appelée le *Front al-Nosra* jusqu'en juillet 2016, avant de changer de nom et de rompre superficiellement son allégeance au réseau de feu Oussama ben Laden.

Comme le *New York Times* le soulignait en octobre dernier, lors de la bataille finale pour la reprise d'Alep-Est, « *onze parmi la vingtaine de groupes rebelles menant l'offensive ont été approuvés par la CIA et ont reçu des armes de l'Agence, d'après Charles Lister, un chercheur et spécialiste de la Syrie au Middle East Institute, à Washington. [...] Monsieur Lister et d'autres experts ont déclaré que la vaste majorité des factions rebelles approuvées par les États-Unis à Alep combattaient en pleine ville, et qu'ils pilonnaient massivement les troupes du gouvernement syrien en appui des combattants affiliés à al-Qaïda, qui se chargeaient de l'essentiel des combats sur la ligne de front. "La triste vérité, cependant, est que ces groupes soutenus par les États-Unis [et leurs alliés] restent d'une manière ou d'une autre dépendants des factions affiliées à al-Qaïda dans ces opérations, en termes d'organisation et de puissance de feu", selon l'experte Genevieve Casagrande, une spécialiste de la Syrie au sein de l'Institute for the Study of War à Washington.* »

Comment la CIA et ses alliés ont soutenu le djihad en Syrie

Plusieurs éléments troublants sont à relever dans cette opération. Tout d'abord, sachant que les États-Unis se revendiquent en guerre contre le terrorisme depuis septembre 2001, appuyer pendant près de cinq ans des groupes qui combattent aux côtés d'al-Qaïda n'a pas semblé poser problème aux décideurs américains et à

leurs alliés occidentaux – ce qui est pour le moins déroutant.

Et comme l'a pertinemment souligné Joshua Landis, le gouvernement des États-Unis savait depuis le milieu de l'année 2012 que les armes livrées massivement par la CIA et une quinzaine de services spéciaux depuis la Turquie et la Jordanie équipaient principalement des groupes djihadistes, un processus dévoilé par le *New York Times* en octobre 2012.

Comme l'auteur de ces lignes avait eu l'occasion de le défendre, le réseau qui a majoritairement bénéficié de ces milliers de tonnes d'armements a été le *Front al-Nosra* ; ce fut d'ailleurs le cas jusqu'à récemment dans le gouvernorat d'Idleb, dont la capitale vient d'être prise par cette organisation, aujourd'hui rebaptisée *Hayat Tahrir al-Cham*.

Ces graves dérives ont été notamment confirmées par le journaliste spécialisé Gareth Porter, dans un article explicitement intitulé « *Comment les États-Unis ont armé des terroristes en Syrie* ». « *Cet afflux massif d'armes [coordonné par la CIA] vers le territoire syrien, ainsi que l'entrée de 20 000 combattants étrangers dans ce pays – et ce principalement depuis la Turquie –, ont largement défini la nature de cette guerre* », a souligné Gareth Porter en se référant au vaste réseau de trafic d'armes mis en place par la CIA et ses alliés depuis les Balkans et la Libye, de même qu'à l'acquisition de 15 000 missiles TOW *made in USA* par l'Arabie saoudite. Fabriqués par *Raytheon*, ces missiles antichars ont été introduits en masse dans ce conflit à partir de 2014, et les pertes infligées aux forces syriennes avec ces armements auraient été le principal facteur de l'intervention militaire russe au début de l'automne 2015.

Dans cet article solidement documenté, Gareth Porter ajoute que « *les armes [injectées par la CIA et ses partenaires dans le conflit syrien] ont contribué à faire de la branche d'al-Qaïda en Syrie [...] et de ses proches alliés la plus puissante des forces anti-Assad dans ce pays – et elles ont aussi permis l'émergence de Daech* ».

Rappelons qu'à l'origine, le *Front al-Nosra* et le futur « *État islamique* » ne faisaient qu'un avant leur scission au printemps 2013, qui déboucha sur une guerre fratricide entre ces deux factions. Plus exactement, les combattants majoritairement irakiens de ce qui était alors appelé l'« *État islamique d'Irak* » (EII) ont fondé, à partir de l'été 2011, la milice qui allait devenir le *Front al-Nosra* en janvier 2012.

Encore aujourd'hui à la tête de ce réseau, leur leader, Mohammed al-Joulani, un djihadiste syrien ayant affronté la coalition de George W. Bush en Irak, avait été chargé par Abou Bakr al-Baghdadi de combattre les forces de Bachar el-Assad en 2011. D'après *Foreign Policy*, lors de cette scission d'avril 2013 entre ces deux entités terroristes, « une large majorité de commandants et de combattants d'al-Nosra en Syrie ne suivirent pas [leur chef al-Joulani] » et prêterent allégeance au futur « *calife* » d'al-Baghdadi, ce qui aurait représenté « *jusqu'à 15 000 combattants sur environ 20 000* », d'après une estimation du chercheur Fabrice Balanche.

Toujours selon *Foreign Policy*, « partout dans le nord de la Syrie, Daech s'empara des quartiers généraux d'al-Nosra, des caches de munitions et des dépôts d'armes » durant cette séparation, qui conduisit à la création de l'« *État islamique en Irak et au Levant* » (EIIIL), rebaptisé « *État islamique* » au milieu de l'année suivante.

En d'autres termes, le gigantesque trafic d'armes et de munitions organisé par la CIA pour équiper les rebelles en Syrie a, directement ou non, profité à *Daech* et favorisé sa montée en puissance dès janvier 2012. Le fait que si peu d'experts et de journalistes occidentaux l'aient souligné (ou remarqué) est incompréhensible.

Derrière l'alibi des « rebelles modérés »

Même conséquence pour le versant « *formation militaire* » de ce programme de l'Agence et de ses alliés, qui a conduit les Forces spéciales détachées auprès de la CIA à entraîner malgré elles une forte proportion de djihadistes officieusement affiliés à *al-Nosra* ou à *Daech* – selon des sources anonymes du SOCOM et de l'Agence qui étaient directement impliquées dans cette opération.

En clair, de nombreux mercenaires anti-Assad recrutés par la CIA ont dissimulé leur appartenance à (ou leur

attirait pour) ces groupes terroristes, le processus de sélection des combattants étant particulièrement laxiste. Or, la simple existence de cette procédure a permis à la CIA de maintenir une façade de respectabilité en affirmant qu'elle ne formait que des « rebelles modérés ».

En réalité, pour quiconque s'affranchit de cette notion orwellienne, les dynamiques de cette opération peuvent être résumées ainsi : supervisés par la CIA et quatorze autres services spéciaux, dont ceux de la France, du Royaume-Uni, d'Israël, de la Turquie, de l'Arabie saoudite et du Qatar, le financement, la formation et l'approvisionnement en armes des rebelles depuis les territoires turc et jordanien ont profité à l'ensemble des groupes armés, y compris à Daech et au *Front al-Nosra*.

En des termes plus parlants, qui sont ceux du spécialiste Sam Heller, « *la majeure partie du soutien américain fut dirigée vers des factions de l'“Armée syrienne libre” (ASL), qui ont en fait servi d'auxiliaires et de sources d'armements à de plus puissantes factions islamistes et djihadistes, dont la branche d'al-Qaïda en Syrie* ».

Ces dérives ne furent toutefois pas systématiquement intentionnelles. L'exemple de « *Cheg Cheg* », devenu le plus grand trafiquant d'armes syrien durant cette guerre, pourrait l'illustrer. Mort dans l'explosion de son véhicule en avril 2016, ce baron de la contrebande d'armements avait vendu à des intermédiaires bédouins un certain nombre d'armes issues des bases supervisées par la CIA, dont la mise en place en Turquie et en Jordanie avait dynamisé ses affaires. Or, ces intermédiaires les avaient achetées pour le compte du malnommé « *État islamique* », ce que « *Cheg Cheg* » n'ignorait pas.

À l'origine de ces révélations, le quotidien émirati *The National.ae* évoqua des transferts « *involontaires* » d'armements de la CIA et de ses alliés vers l'EI, à travers les réseaux de « *Cheg Cheg* ». Pourtant, selon différentes enquêtes approfondies, dont une récemment publiée par le *JDD*, il ne fait plus aucun doute que les services spéciaux des pétromonarchies du Golfe – essentiellement ceux de l'Arabie saoudite – ont sciemment armé *Daech* en Syrie comme en Irak, en particulier via une ligne d'approvisionnement Balkans-Moyen-Orient mise en place avec l'aide discrète de la CIA à partir de janvier 2012.

Ambassadeur américain en Syrie de 2011 à 2014, Robert S. Ford est persuadé de l'implication de l'Agence dans ces manœuvres, qui furent d'après lui « *strictement confinées aux réseaux des services secrets* ». Étonnamment, cette enquête du *JDD* ne fait pas mention de ce rôle central de la CIA dans la création de ce trafic d'armes produites dans les Balkans. Toutefois, son auteur a répondu à une demande de clarification en soulignant que « *les propos de Robert S. Ford, qui s'est exprimé plus en détail sur ce sujet dans le New York Times, portent davantage sur l'approvisionnement en armes du Front al-Nosra... dont a ensuite profité Daech.* »

Une telle franchise est malheureusement trop rare dans les médias occidentaux, et en particulier francophones. En réalité, alors qu'il n'est plus tabou de critiquer le rôle trouble des puissances moyen-orientales dans le renforcement des réseaux djihadistes en Irak et au Levant, la coresponsabilité de leurs partenaires de l'OTAN dans ces politiques catastrophiques ne peut et ne doit plus être éludée par les médias.